

# MODULE :

## Approche basée sur les droits humains (ABDH) – Notions de base

Mme Sanaa MOUSSALIM

[s.moussalim@umi.ac.ma](mailto:s.moussalim@umi.ac.ma)

Vendredi 28 février 2020

# Les règles du jeu

---

Ponctualité et bonne humeur

---

Respecter les différences et les opinions des autres

---

Esprit positif et constructif

---

Ce qui se dit dans la classe doit rester confidentiel. Soyons discret/e/s et respectons l'intimité des autres

---

Respecter le temps des exercices

---

Ne pas monopoliser les débats

---

Respecter le tour de parole

---

Utiliser un langage inclusif et non sexiste

---

Eteindre/ mettre en silencieux les téléphones portables

# Présentation des participantes et des participants

## En binôme:

- Nom, prénom:
- Quelles sont vos attentes de ce séminaire ?
- Si vous étiez un/ une chef/cheffe de gouvernement de votre pays, que changeriez vous en premier pour améliorer la situation des femmes/ des hommes ?



**Qu'est-ce qu'une approche basée  
sur les droits humains ?**

## Qu'est-ce qu'une approche basée sur les droits humains ?

L'ABDH est un cadre conceptuel pour le processus de développement :

- basé sur les **normes** et les **principes** internationaux des droits de l'Homme

## Qu'est-ce qu'une approche basée sur les droits humains ?

**L'ABDH est un cadre conceptuel pour le processus de développement :**

- basé sur les normes et les principes internationaux des droits de l'Homme
- orienté vers la promotion et la protection des droits humains

**Qu'est ce que les droits de l'Homme ou les droits humains ?**

## Qu'est-ce qu'une approche basée sur les droits humains ?

**L'ABDH est un cadre conceptuel pour le processus de développement :**

- basé sur les normes et les principes internationaux des droits de l'Homme
- orienté vers la promotion et la protection des droits humains

**Qu'est ce que les droits de l'Homme ou les droits humains ?**

<https://fr.humanrights.com/what-are-human-rights/>

Vidéo 1 : 0:41 - 1:31

Vidéo 2 : 2:33

## Qu'est-ce qu'une approche basée sur les droits humains ?

**L'ABDH est un cadre conceptuel pour le processus de développement :**

- reconnaît les êtres humains en tant que détenteurs de droits et définit des devoirs pour les débiteurs d'obligations
- met l'accent sur les groupes marginalisés et ceux victimes de discriminations
- vise la réalisation progressive de tous les droits humains
- accorde la même importance aussi bien aux résultats qu'aux processus de développement

# Utilisation de l'ABDH dans l'évaluation des politiques publiques : le pourquoi

## Valeur normative

- Normes juridiques universelles pour vivre dignement

## Valeur instrumentale

- Contribue à des résultats de développement plus durables
- Assure une meilleure qualité du processus
- Clarifie l'objectif du développement des capacités

## Raisons institutionnelles

- Contribue à la mise en convergence des politiques publiques (sectorielles et territoriales)
- Analyse holistique et réponses intégrales aux problèmes

# **L'ABDH : But, Processus et Résultat**

## **But :**

- Toutes les politiques publiques sectorielles, territoriales et transversales doivent soutenir la réalisation des droits de l'Homme garantis par la Constitution et définis dans les instruments internationaux des droits de l'Homme
- L'ABDH influe sur l'identification des priorités stratégiques des politiques publiques

# **L'ABDH : But, Processus et Résultat**

## **Processus :**

- Les normes et les principes des droits humains orientent toute la planification et la programmation des politiques publiques dans tous les secteurs et dans toutes les phases du processus de programmation-planification.

# L'ABDH : But, Processus et Résultat

## Résultat :

- Les politiques publiques contribuent au développement des capacités des débiteurs d'obligations pour s'acquitter de leurs devoirs et/ou des détenteurs de droits pour faire valoir leurs droits
- L'ABDH met l'accent sur la relation individus-Etat (revendications - obligations)
- L'ABDH réoriente le développement de la prestation de service vers le développement des capacités pour revendiquer et réaliser les droits de l'Homme
- L'ABDH met en avant le fait que les Etats ont besoin de capacités pour renforcer les systèmes nationaux de protection et pour s'acquitter de leurs obligations

# L'ABDH: les détenteurs de droits et les débiteurs d'obligations

## Les détenteurs de droits :

- Chaque individu, homme, femme ou enfant sans aucune discrimination
- Des groupes : par exemple, les jeunes, les personnes âgées, les migrants.....

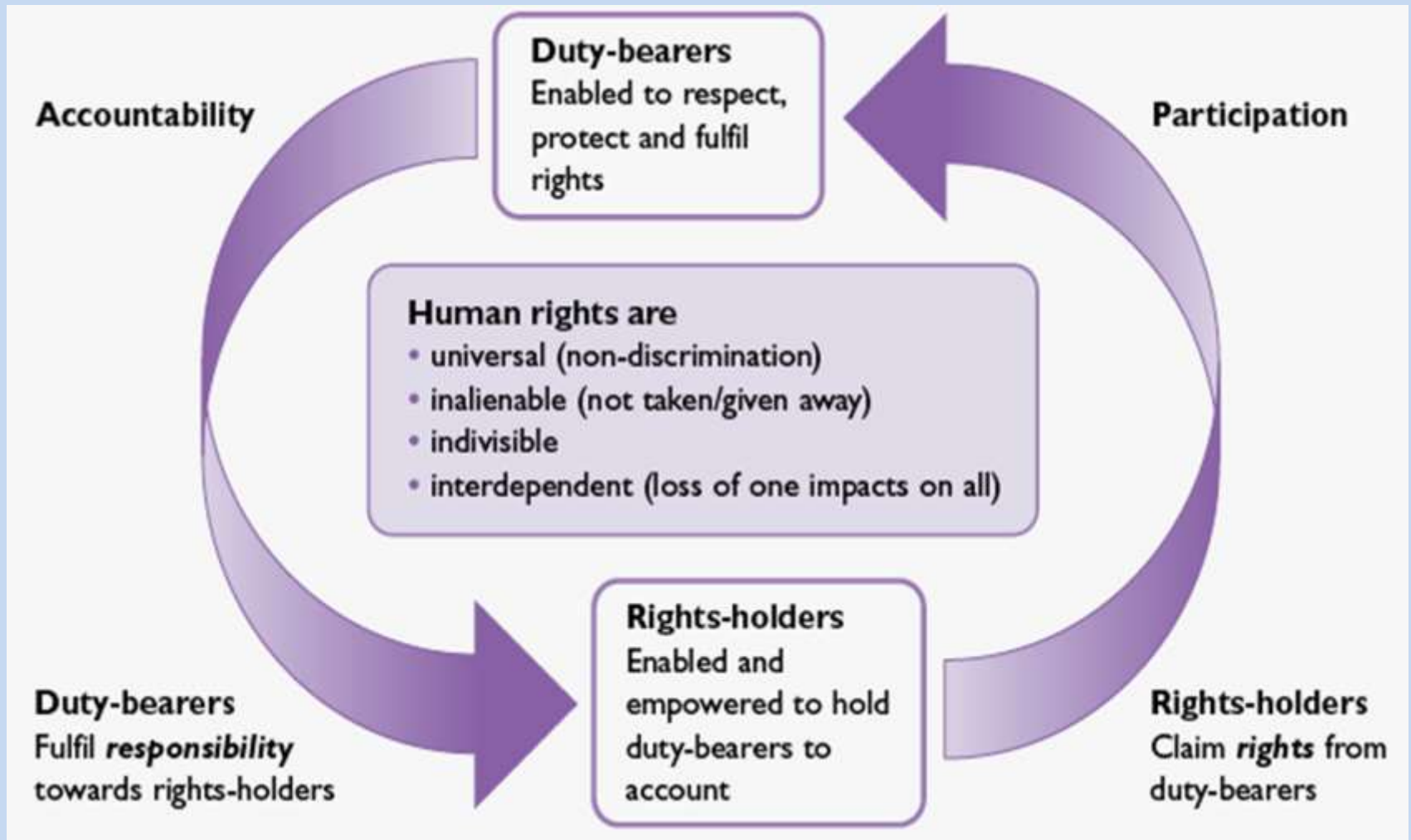
## Les débiteurs d'obligations :

- L'Etat
- Les personnes morales de droit privé ou de droit public (ex : Entreprises, Collectivités territoriales)
- Dans certains cas, les individus ont des obligations spécifiques (ex: les parents envers leurs enfants en ce qui concerne la scolarisation)
- Les individus et les entités privées ont des responsabilités génériques envers la communauté pour respecter le droit des autres
- Les partenaires de développement

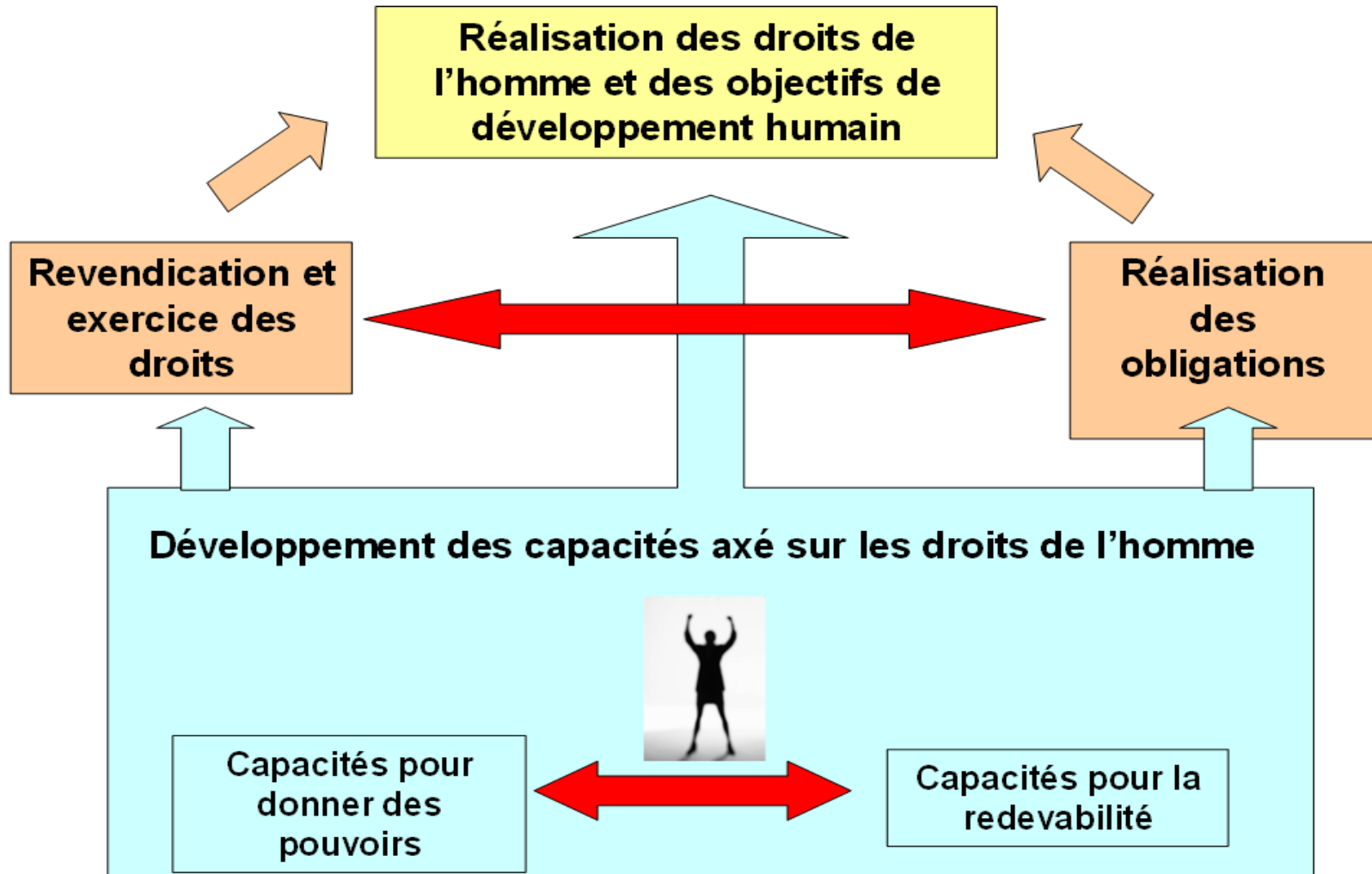
# Approche basée sur les droits humains VS Approche basée sur les besoins

L'approche basée sur les besoins	VS	L'approche basée sur les droits
L'action est volontaire/facultative		L'action est obligatoire
Les besoins sont contextuels et indéterminés		La revendication des droits universels et constitués juridiquement
Logique d'aide		Les droits sont exécutoires
Les bénéficiaires sont passifs , ils peuvent être appelés à participer mais pas d'une manière systématique		Participants actifs de droit
Le développement est essentiellement technocratique		Le développement transforme les comportements et les institutions et autonomise les détenteurs de droits
Hiérarchie des besoins		Les droits sont <b>indivisibles</b> et interdépendants bien que la situation économique et sociale peut nécessiter la mise en place des priorités

## Schéma des relations entre les détenteurs de droit et les débiteurs d'obligations



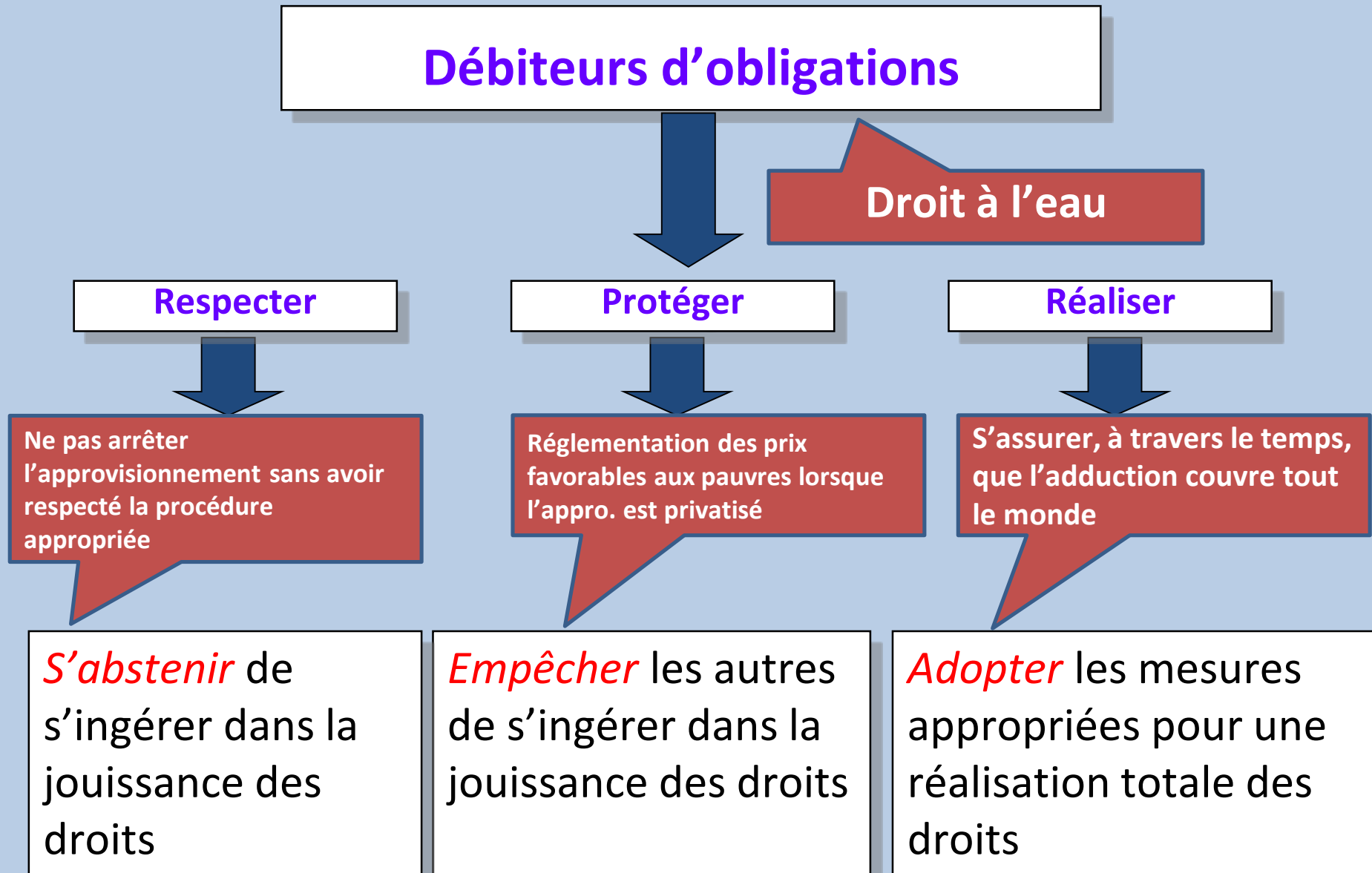
# Développement des capacités des détenteurs de droits et des débiteurs d'obligations



## L'Approche basée sur les droits humains : les normes

- Les normes constituent la base qui légitime les revendications et d'obligations que le droit implique
- Les normes permettent d'identifier des défis de développement sous forme de problèmes de droits humains (ex: scolarisation des filles dans le monde rural, l'accès à l'eau potable, l'accès à la santé reproductive...)
- Les normes permettent l'analyse des rôles et des capacités des détenteurs de droits et débiteurs d'obligation
- Les normes permettent la définition des objectifs des politiques publiques sectorielles et territoriales
- Les normes permettent la formulation des références et indicateurs correspondants

# Obligations en matière des droits humains (schéma)



# Normes des droits sociaux et économiques

## Que doit-il être fait?

(Commentaires généraux CESCR)

- Disponibilité

Exemples: hôpitaux,  
personnel, médicaments

- Accessibilité

- accessibilité physique
- accessibilité économique (abordable)
- Information

Exemples: transport,  
routes, bretelles

- Acceptabilité

Exemples: honoraires, coût des  
médicaments

- Qualité

Exemples: approprié à la culture, information  
claire, langue, confidentialité

Droit à la santé, y compris la  
santé sexuelle et  
reproductive

# Rappel des Principes des droits humains

- **Universalité et inaliénabilité**
- Indivisibilité
- Interdépendance et corrélation
- Egalité et non discrimination
- Participation et inclusion
- Obligation de rendre des comptes et Etat de droit



# Rappel des Principes des droits humains

- Universalité et inaliénabilité
- Indivisibilité
- Interdépendance et corrélation
- Egalité et non discrimination
- Participation et inclusion
- Obligation de rendre des comptes et Etat de droit

## Les principes des droits de l'Homme et leurs implications : Universalité et inaliénabilité

Ce principe exige qu'aucune personne n'est éliminée ou exclue des droits de l'Homme.

La mise en œuvre de ce principe implique :

- que les Les politiques et programmes publics devraient avoir des données segmentées pour identifier les cas difficiles d'exclusion et de marginalisation
- l'élaboration des stratégies spécifiques en réponse à ces cas (ex: lutte contre l'abandon scolaire au niveau de l'enseignement fondamental dans le milieu rural)

# Les principes des droits de l'Homme et leurs implications : Indivisibilité et corrélation

Ce principe exige la reconnaissance et la protection des droits

La mise en oeuvre de ce principe dans les politiques publiques implique que :

- les cadres juridiques ne devraient pas privilégier la protection de certains droits au détriment d'autres
- Les politiques publiques devraient se baser sur une analyse holistique des problèmes de développement et fournir des réponses intégrales et multisectorielles
- Les pouvoirs publics assurent la coordination inter-institutionnelle et multisectorielle et incluent institutions chargées de la protection, du suivi et celles tenues de rendre des comptes

# Les principes des droits de l'Homme et leurs implications : Égalité et non discrimination

Ce principe exige l'éradication de la discrimination juridique, institutionnelle, interpersonnelle et structurelle

La mise en oeuvre de ce principe dans les politiques publiques implique:

- La garantie que les droits des groupes marginalisés et défavorisés ne sont pas négligés (les personnes âgées, les personnes en situation d'handicap ...) que leurs droits sont sauvegardés et qu'ils sont encouragés à participer pleinement au processus de développement tout
- Tout en promouvant la non discrimination, il faut accorder une attention particulière aux plus vulnérables

# Les principes des droits de l'Homme et leurs implications : Égalité et non discrimination

## **Le cadre juridique devrait :**

- Abroger la législation discriminatoire
- Aboutir à la jouissance totale de tous les droits de l'homme par tous

## **Les institutions publiques devraient assurer :**

- la représentation des groupes marginalisés et exclus
- des services accessibles et sensibles aux aspects sexe, âge et différences culturelles

## **Les politiques publiques devraient :**

- Récuser le mode d'affectation et de concentration des ressources qui mène vers une discrimination
- Promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public

# Les principes des droits de l'Homme et leurs implications :

## Participation et inclusion

- Ce principe exige : une participation libre, active, significative et inclusive
- La mise en oeuvre de ce principe implique que :
  - les politiques, les processus et les procédures devraient offrir des opportunités de participation à la planification et au développement, l'accès à l'information appropriée et des capacités aux groupes marginalisés pour formuler des propositions.
  - les mécanismes institutionnels devraient être basés sur les principes démocratiques
  - la société civile devrait être active, indépendante et avoir des capacités, être la voix des groupes marginalisés et exclus tout en ayant un contrôle sur le processus de prise de décision

# **Les principes des droits de l'Homme et leurs implications :**

## **Obligation de rendre des comptes et état de droit**

Ce principe exige que Les Etats et autres débiteurs d'obligations rendent des comptes en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme

### **La mise en œuvre de ce principe implique**

- Que les parlements et les Institutions de protection et de promotion des droits de l'Homme disposent de ressources suffisantes, de responsabilités et d'indépendance
- Que les Etats coopèrent avec les systèmes internationaux des droits de l'Homme
- Que le cadre juridique établit des conditions, des procédures et des mécanismes pour que les détenteurs de droits revendiquent leurs droits et que les débiteurs d'obligations s'acquittent de leurs devoirs

# Les principes des droits de l'Homme et leurs implications : Obligation de rendre des comptes et état de droit

## **La mise en œuvre de ce principe implique**

- Que les politiques publiques mettent en application les obligations de l'Etat en matière de droits de l'Homme aux niveaux central, régional et local
- L'existence des médias libres et indépendants et des groupes de défense des droits de l'homme qui représentent les hommes, les femmes et les groupes marginalisés et exclus
- L'existence d'une société civile active et sensible aux droits

## Signature, ratification et adhésion

### Le processus de création d'obligations impératives pour les gouvernements

Les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme sont l'aboutissement d'un processus de négociation conduit par les États membres des Nations Unies pour définir des normes acceptables pour tous.

Il appartient ensuite à chacun d'eux de décider s'il sera lié ou non par le traité.

Un État peut se déclarer partie à une Convention de deux façons :

- en la signant et en la ratifiant,
- ou en y adhérant.

Ces deux processus signifient qu'il accepte l'obligation exécutoire de ses dispositions.

# Signature, ratification et adhésion

## Le processus de création d'obligations impératives pour les gouvernements

### Signature

La signature de la Convention ou d'un de ses Protocoles équivaut à une approbation préliminaire. Elle n'entraîne **pas d'obligation exécutoire**, mais affiche l'intention d'un État d'examiner le traité au niveau national et d'envisager de le ratifier. Bien que cette signature ne soit pas une promesse de ratification, elle engage l'État à ne pas commettre d'actes contraires aux objectifs ou à la raison d'être du traité.

# Signature, ratification et adhésion

## Le processus de création d'obligations impératives pour les gouvernements

### Ratification ou adhésion

La ratification ou l'adhésion signifient qu'un État accepte d'être juridiquement lié par les dispositions de la Convention.

Bien que l'adhésion et la ratification produisent le même effet, les procédures sont différentes.

**Ratification** : l'État signe le traité d'abord, et le ratifie ensuite.

**Adhésion** : s'accomplit en une seule fois—elle n'est pas précédée par un acte de signature.

# **Signature, ratification et adhésion**

## **Le processus de création d'obligations impératives pour les gouvernements**

### **Ratification ou adhésion**

La ratification et l'adhésion se font chacune en deux temps. D'abord, l'organe compétent dans le pays—le Parlement, le chef d'État ou de gouvernement, ou une combinaison de plusieurs d'entre eux—accomplit les procédures constitutionnelles nationales et prend la décision officielle d'être partie au traité. Ensuite, l'instrument de ratification ou d'adhésion, une lettre officielle scellée faisant état de cette décision et signé par l'organe responsable du pays en question, est rédigée et remise au Secrétaire général des Nations Unies à New York.

**Novembre 2014 : Ratification par le Maroc du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.**



**Des questions ?**

